

Les habitants du Nord de l'Ontario qui souhaitent depuis longtemps avoir une route qui soit vraiment de premier ordre demandent surtout qu'on améliore l'état de la transcanadienne qui traverse leur région. L'année dernière, grâce à l'information que j'ai distribuée et qui témoigne de l'appui que le gouvernement a fourni à la construction routière dans les provinces de l'Atlantique, au Québec et plus récemment pour la route de Yellowhead traversant les quatre provinces de l'Ouest, les gens du Nord de l'Ontario ont appris que le gouvernement appuie la construction routière dans toutes les provinces sauf l'Ontario.

Cela semble très bien pour le ministre des Transports (M. Crosbie) qui est de Terre-Neuve; il partage l'impression que ses électeurs se font de Toronto la merveilleuse, centre de prospérité, et pense que l'Ontario peut se débrouiller toute seule. Le Sud de l'Ontario y réussit d'une façon qui suscite notre envie tout autant que celle des citoyens de Terre-Neuve.

Nous, du Nord de l'Ontario, avons le quart de la longueur de la transcanadienne. Nous avons, à certains endroits, le seul lien routier entre l'Est et l'Ouest. La transcanadienne et la route 11 constituent la liaison nord entre Nipigon et l'Est, liaison vitale pour le transport routier au Canada.

Nous croyons que le transport routier deviendra de plus en plus important dans cette ère de déréglementation. Nous savons que cette route est d'une importance énorme. Le camionnage augmentera sur cette route qui a vingt-cinq ans et qui, selon le ministère provincial des Transports, est de conception dépassée et n'est plus assez large. Cette route arrive à peine à répondre aux besoins en matière de transport routier et ne répond pas du tout aux besoins du Nord de l'Ontario en ce qui concerne le tourisme, besoins qu'il faut satisfaire si nous voulons exploiter le potentiel touristique du Canada.

Tant que la route restera telle qu'elle est, les Canadiens et les Américains préféreront le trajet qui passe notamment par la route 2, dans le Nord des États-Unis. Selon moi, le tourisme dans le Nord de l'Ontario ne deviendra pas réalité tant que cette route ne sera pas améliorée.

Je suis heureux de voir que le député de Sault-Sainte-Marie, le solliciteur général (M. Kelleher), est à la Chambre cet après-midi pour écouter et noter certaines de ces observations. Il sait à quel point cette route est importante et j'espère qu'il transmettra le message à ses collègues du Cabinet en disant: «Même si c'est dans le contexte d'une année d'élections, où nous devons faire des choses qui vont à l'encontre de notre objectif de réduction du déficit, allons-y, faisons des promesses au gouvernement de l'Ontario, signons une entente et commençons à construire.»

M. Hawkes: Madame la Présidente, c'est avec plaisir que j'ai entendu la fin de ce discours. On a enfin admis en public la pratique courante qui consiste à acheter les votes avec de l'argent emprunté.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Le député a donné l'impression que la seule attitude possible en année électorale consistait à emprunter de l'argent pour acheter les électeurs. Notre parti n'est pas de cet avis. Il ne l'était pas durant les dernières élections et il ne changera pas d'idée pour les prochaines. C'est une idée dépassée qui est à l'origine du problème du chômage de 1,5 million de Canadiens auquel notre pays fait face aujourd'hui.

Rappelez-vous le gouvernement minoritaire de 1973-1974. Les dépenses du gouvernement fédéral augmentaient de 30 p. 100 par année sous la direction du chef actuel de l'opposition officielle (M. Turner). Comme les revenus n'en faisaient pas autant, le gouvernement empruntait.

Nous débattons aujourd'hui un projet de loi portant pouvoir d'emprunt. Notre budget prévoit un excédent de 3 milliards de dollars des recettes sur les dépenses au titre des programmes, si on ne tient pas compte des intérêts à payer sur la dette publique que nous devons à l'alliance de deux partis politiques en 1972. Empruntons aujourd'hui et remboursons demain, disaient-ils. Demain est arrivé et nous n'avons pas d'argent pour rembourser ni pour payer nos programmes, c'est pourquoi nous devons emprunter davantage.

Le député a parlé des inégalités régionales. Il a dit que nous ne faisons rien pour le Canada atlantique. Depuis septembre 1984, le nombre d'emplois a augmenté de 2 000 par mois en moyenne dans cette région. Le nombre d'emplois permanents augmente chaque mois. Sous le gouvernement précédent, le taux de chômage a grimpé de 50 p. 100. Il n'a pas cessé de baisser depuis que les électeurs ont eu la sagesse de changer de gouvernement.

• (1610)

Le député se demande si les crédits d'impôt sont importants. J'ai une question à lui poser. Nous sommes obligés d'emprunter. Nous pourrions emprunter un peu moins si le NPD n'utilisait pas l'argent des impôts par l'intermédiaire du système de crédits d'impôt pour financer les campagnes électorales de ses candidats aux postes de conseillers municipaux à Toronto. S'il mettait fin à cette pratique, il y aurait plus d'argent dans la caisse fédérale et il ne serait pas nécessaire d'emprunter autant.

Récemment, le NPD a envoyé des lettres offrant un voyage gratuit à Hawaii, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Avec quoi l'a-t-il fait? Avec l'argent des impôts. Le député peut-il dire si le NPD est prêt à contribuer à la réduction du déficit et à cesser d'utiliser l'argent des impôts pour financer les candidats aux postes de conseillers municipaux à Toronto et pour fournir des voyages gratuits à ceux qui liront les lettres qu'il envoie pour recueillir des fonds et qui gagneront à sa loterie?

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Madame la Présidente, je remercie le secrétaire parlementaire de ses observations et de ses questions. Cependant, je regrette au nom du peuple canadien qu'il ait manqué la première partie du discours.